

## Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 30 novembre 2016

### Présents

Bruno Loustalet  
Philippe Maisonnas  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Guy Caplat  
Valérie Berger  
Jean-Michel Thuot  
Nicolas Zimerli  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Josiane Brignone  
Kamel Mohammadi  
Audrey Duprat  
Christian Julian

### Excusé

### Pouvoirs

Marie-Paule Dupuy-Roudel  
(Pouvoir à Mme Semay)  
Serge Manié  
(Pouvoir à Mme Duprat)

L'an deux mil seize, le trente novembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Valérie Berger

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 30 novembre 2016 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause»

### **1. Compte rendu de la précédente réunion :**

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Mr Maisonnas revient sur le principe de l'enregistrement des séances et sur la diffusion du compte rendu du 21 septembre 2016 (enregistrement et diffusion par l'association Uthil avant Tout sur leur site, en date du 15 novembre 2016). Il ne remet pas en cause l'idée d'enregistrer les séances du Conseil Municipal, cependant :

Il rappelle trois points :

1. L'article 32 de la Loi Informatique et Liberté qui précise que chacune des personnes soumises à enregistrement audio ou vidéo, doit être prévenue à l'avance. Il ne semble pas que l'Association Uthil ait prévenu les Elus à titre personnel,
2. Le même principe demande que soit fixée et annoncée la durée de conservation des enregistrements, ce qui est non fait,
3. L'information doit être donnée à tout le monde concernant le droit de refuser d'être filmé, enregistré et diffusé au niveau de ce qui implique la protection des données personnelles.

Il ne voit pas pourquoi d'un côté du tract d'Uthil, il est rappelé la loi concernant la fourrière municipale et d'un autre côté, l'association applique la loi comme ça l'arrange. Il propose de faire une demande au Maire concernant le retrait immédiat du site de l'association, de l'enregistrement qui a été diffusé de manière illégale.

Mr le Maire note que, les formalités auprès de la CNIL par l'association UThil ayant été effectuées en bonne et due forme postérieurement à cet enregistrement, ce dernier n'avait pas lieu d'être et encore moins d'être diffusé. Mr Maisonnas précise que la déclaration CNIL dont se targue UThil, est une démarche obligatoire. Il rappelle qu'une déclaration n'entraîne pas une autorisation. La CNIL a été interrogée à ce sujet. Une réponse nous a été donnée par écrit. Si les Elus n'ont pas été informés au préalable, comme le fait la Mairie via un panneau d'information à l'entrée de la salle, et une mention dans le Règlement Intérieur qui précise que la séance est enregistrée et qu'il est possible de refuser d'être enregistré grâce à un document tenu à disposition des membres du Conseil.

Si la Municipalité applique le principe légal, il n'y a pas de raison qu'une association quelle qu'elle soit, s'en dispense.

Mme Duprat constate qu'il faut donc demander l'autorisation à la Mairie.

Mr le Maire répond qu'il est nécessaire d'informer la Mairie, de demander à chacun s'il est d'accord quant à ce que son nom, sa voix (qui relèvent des données personnelles) et la teneur de ses propos soient enregistrés ou non. Dans tous les cas, le portage de cet enregistrement sur le site de cette association n'avait pas lieu d'être. Donc il demande, et il écrira un courriel dans ce sens, au Président de l'Association UThil, pour qu'il retire l'enregistrement du Conseil Municipal du 21 septembre dernier du site de l'association.

Mme Semay relève que certains élus avaient, par le passé, refusé d'être enregistrés et malgré cela, les enregistrements ont eu lieu, d'autant plus, que leur voix se retrouve sur le site d'une association publique, et Mme Semay ne donne pas son autorisation pour cela.

Mr Julian note qu'il s'agit simplement d'écrire au Président d'UThil, puisque c'est d'UThil dont il s'agit.

Mr Maisonnas souligne que, jusqu'à preuve du contraire, Mme Duprat, Mrs Julian et Manié sont membres de cette association.

## **2. SDCI - SYMALIM**

En préambule Mr le Maire rend hommage à Monsieur Louis Zimerli, décédé la semaine dernière et qui a œuvré pendant de longues années, pour la restauration hydraulique du canal de Miribel.

Il rappelle qu'il en était l'un des pionniers (avec Mr Girma, Mr Viénot et l'ensemble des Elus du Syndicat des Berges). Un hommage devrait lui être rendu dans la presse locale.

La phase « travaux » a commencé du côté de Neyron et la réception de travaux devrait intervenir prochainement. Il donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 16/06/01 : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE / PROJET DE GOUVERNANCE DU SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT ET LA GESTION DE L'ILE DE MIRIBEL JONAGE (SYMALIM) ET DESIGNATION DES REPRESENTANTS**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose :

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2016-03-17-001 du 17 mars 2016 portant Schéma Départemental de Coopération Intercommunale du Rhône,

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2016-04-08-004 du 08 avril 2016 portant projet de fusion du syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du Grand Parc de Miribel Jonage (SYMALIM), du syndicat intercommunal d'aménagement du Canal de Jonage et du syndicat intercommunal Décines, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne pour la mise en valeur de la Rize,

La commune de Thil a été invitée à valider le projet de gouvernance discuté au sein des instances du SYMALIM et du SIACJ afin que le Préfet prenne un Arrêté, au plus tard le 15/12/2016, fixant la gouvernance du futur syndicat.

Le projet de gouvernance intègre, tel que présenté ci-dessous :

Le nombre de représentants par collectivité au Comité Syndical du SYMALIM,

Le nombre de droits de vote différenciés par représentant :

<i>Collectivité</i>	Projection des DROITS DE VOTE future structure		
	<i>nombre total de droit votes par collectivité</i>	<i>% de droits de vote/total</i>	<i>nombre de représentants par collectivité</i>
<b>CD du Rhône</b>	<b>2</b>	<b>2,02%</b>	<b>1</b>
<b>METROPOLE</b>	<b>55</b>	<b>55,56%</b>	<b>11</b>
LYON	11	11,11%	2
VILLEURBANNE	8	8,08%	2
VAULX EN VELIN	3	3,03%	1
DECINES	3	3,03%	1
MEYZIEU	3	3,03%	1
JONAGE	2	2,02%	1
JONS	1	1,01%	1
<b>CD de l'Ain</b>	<b>4</b>	<b>4,04%</b>	<b>1</b>
MIRIBEL	2	2,02%	1
ST MAURICE BEYNOST	1	1,01%	1
BEYNOST	1	1,01%	1
NEYRON	1	1,01%	1
NIEVROZ	1	1,01%	1
THIL	1	1,01%	1
<b>TOTAL</b>	<b>99</b>	<b>100,0%</b>	<b>28</b>

La répartition des postes au Bureau Syndical. Le Bureau exécutif du SYMALIM est composé de 12 membres :

- le Président du Syndicat
- de deux à sept Vice-présidents qui seront chargés d'animer les commissions thématiques
- de neuf à quatre membres Secrétaires complétant le Bureau.

Ces postes sont obligatoirement affectés :

- trois à la Métropole de Lyon,
- un au Département de l'Ain,
- un au Département du Rhône,
- un à la ville de Lyon,
- un à la ville de Villeurbanne,
- cinq aux communes riveraines de l'île Miribel Jonage, dont deux pour les communes du département de l'Ain et trois pour les communes de la Métropole de Lyon ou du Département du Rhône.

Considérant qu'il convient de valider ce projet de gouvernance et pour ce faire, d'élire 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant, afin de représenter la commune de THIL au sein du Comité syndical du Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion de l'île de Miribel-Jonage (SYMALIM),

Sur proposition de Monsieur le Maire

Et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- VALIDE le projet de gouvernance tel que présenté ci-dessus,
- DESIGNER en tant que représentants au sein du Comité syndical du SYMALIM :
  - en qualité de délégué titulaire : Bruno LOUSTALET
  - en qualité de délégué suppléant : Nicolas ZIMERLI

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	0

### **3. CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES**

Mr le Maire rappelle que le sujet de dissolution du CCAS a été abordé à plusieurs reprises dans l'année.  
Mme Borrel-Jeantan donne lecture du projet de délibération.

#### **DELIBERATION 16/06/02 : SUPPRESSION DU BUDGET CCAS ET INTEGRATION DE CELUI-CI AU BUDGET COMMUNAL**

Rapporteur : Suzanne Borrel Jeantan

Madame la Rapporteuse expose au Conseil que, dans un souci de simplification administrative, la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) supprime dans son article 79, l'obligation légale pour les communes de moins de 1500 habitants de disposer d'un budget CCAS. Il précise que la commune de THIL (1049 habitants au recensement de 2012) a la possibilité de dissoudre son budget CCAS et d'exercer directement ses compétences par le biais du Budget Principal.

Madame la Rapporteuse propose au Conseil de supprimer le Budget CCAS, de reprendre les compétences par fusion avec le Budget Principal, de reprendre le résultat, l'actif et le passif. Elle rappelle que lors de la séance du 17 novembre 2016, le Conseil d'administration du CCAS a validé le projet tout en formulant le vœu de prise en compte des propositions de subventions aux associations et le maintien de la prise en charge du traditionnel repas des anciens et d'instituer un CCCAS.

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide :

- . la suppression du Budget CCAS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- . la fusion du Budget CCAS avec le Budget Principal de la commune au 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- . de reprendre ses compétences en matière sociale, le résultat ainsi que l'actif et le passif du budget CCAS pour effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- . de créer un Comité Consultatif Communal d'Action Sociale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Maisonnas demande si, au niveau de la dissolution du CCAS, on s'engage à verser des subventions aux associations et repas des anciens. Est-ce que c'est le CCCAS qui va gérer ou le Conseil Municipal ? La Commune devra-t-elle subventionner le CCCAS ?

Mr le Maire rappelle que le CCCAS est une instance consultative.

Le CCAS actuel, lors de sa dernière réunion, a émis le vœu que soient reconduites les subventions aux associations à caractère social et le repas des anciens.

Chaque année, le CCCAS se réunira pour étudier les demandes et proposer au Conseil Municipal l'attribution des subventions. C'est bien le budget communal qui prend en charge les propositions de subventions, le Conseil municipal est souverain.

Mr Guillard note qu'un certain nombre de dossiers sont à caractère confidentiel. Il s'inquiète sur la restitution des informations au Conseil Municipal car cela deviendrait public.

Mr le Maire rappelle que lors de la première réunion du CCCAS, un règlement intérieur sera mis en place.

Mme Semay demande comment le CCCAS va pouvoir traduire au Conseil Municipal qui est public, la teneur du dossier sans donner des informations confidentielles.

Mme Borrel-Jeantan rappelle que les dossiers étudiés par le CCAS devaient faire l'objet d'une information au Conseil Municipal. Il devra en être de même avec le CCCAS.

Mr le Maire rappelle qu'il sera inscrit une ligne budgétaire au BP 2017.

### **DELIBERATION 16/06/03 : CREATION D'UN COMITE CONSULTATIF COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES**

Rapporteur : Suzanne Borrel Jeantan

Madame la Rapporteuse expose au Conseil que l'article 9 du Règlement Intérieur du Conseil municipal, sur le fondement de l'article L 2143-2 du Code général des collectivités territoriales, permet au Conseil municipal la création d'un Comité consultatif sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Le comité comprend des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales. Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le Maire.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours. Les différentes catégories d'habitants peuvent ainsi participer à la préparation des décisions du conseil municipal, chaque conseil pouvant prendre en compte les spécificités de la population communale.

Les comités peuvent être consultés par le Maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au Maire toute proposition concernant tout sujet d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

Madame la Rapporteuse rappelle que le CCAS sera dissout à compter du 31 décembre 2016 et son budget intégré au Budget Principal de la commune.

Dans ce contexte, il est proposé à l'assemblée délibérante, pour la durée du mandat, la création d'un Comité Consultatif Communal d'Actions Sociales composé à parité de :

- 4 membres du Conseil municipal,
- 4 membres n'appartenant pas au Conseil municipal dont au moins :
  - 1 membre d'une association représentative des seniors et des retraités,
  - 1 membre désigné par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ain,
  - 1 membre d'une association territoriale représentative des personnes en situation de handicap,

Le ou la Présidente du Comité consultatif sera désigné(e) par Monsieur le Maire lors de la séance d'installation du Comité consultatif à intervenir au plus tard fin janvier 2017.

Le Comité consultatif aura à se saisir de toutes questions relatives à l'action sociale et être l'interlocuteur privilégié de la commune au Comité de Pilotage du Contrat de Veille Active piloté par la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de Madame la Rapporteuse,

- Décide la création d'un Comité Consultatif Communal d'Actions Sociales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017
- Désigne Mmes Semay, Borrel-Jeantan, Duprat et Mr Guillard, membres du Conseil municipal pour représenter la Mairie au sein de l'instance ainsi créée,
- Demande à ce qu'un appel à candidatures soit organisé auprès des associations pour pourvoir aux 4 sièges des membres extérieurs siégeant à l'instance ainsi créée,

Dit que le Comité Consultatif sera installé au plus tard fin janvier 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

#### **4. ADHESION A L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE DE L'AIN**

Mr Maisonnas rappelle que l'ADI a aidé la Commune jusqu'à présent pour le dossier assainissement. Compte tenu de la complexité du dossier, il propose de renouveler cette adhésion pour 529,50 euros annuels.

Il donne lecture du projet de délibération.

#### **DELIBERATION 16/06/04 : RENOUELEMENT DE L'ADHESION A L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE DE L'AIN**

Rapporteur : Philippe Maisonnas et Jean Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur rappelle que les projets de mise en œuvre de l'assainissement collectif nécessitent la réalisation d'études d'ingénierie technique et financière. La commune ne disposant pas de service technique, il lui est nécessaire de s'appuyer sur des compétences publiques indépendantes lui permettant de piloter les bureaux d'études et d'ingénierie qui assureront les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Il rappelle, à ce sujet, la délibération n°15.02.11 du 02 avril 2015 portant adhésion de la commune à l'Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain et autorisant le Maire à signer les conventions d'intervention. Il est proposé à l'assemblée son renouvellement aux fins d'accompagnement de la commune pendant le processus des études et des travaux relatifs aux opérations de mise en œuvre de l'assainissement sur la période 2017 – 2019.

Vu la proposition d'intervention proposée par l'Agence départementale d'ingénierie en date du 19 octobre 2016,  
Vu l'avis favorable de la Commission générale consultée le 09 novembre 2016,

Le Conseil Municipal,

#### **DECIDE**

- de renouveler l'adhésion annuelle de la commune à l'Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain pour les années 2017, 2018 et 2019,
- d'approuver le versement d'une cotisation pour l'année 2017 fixée par le Conseil d'Administration en application de l'article 16 des statuts soit 0,5 Euros \* Population DGF soit 529,50 Euros étant entendu que le montant pourra être ajusté selon le barème en vigueur en cas d'adhésion de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions d'intervention avec l'agence départementale.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

#### **5. CONVENTION SPA**

Mr Maisonnas rappelle que la commune avait une convention avec la SPA par le passé.

Mr le Maire note qu'une nouveauté de cette convention comporte la capture des chiens errants.

D'autre part, il rappelle que les propriétaires sont tenus d'avoir leurs chiens en laisse lorsqu'ils se promènent. Il rappelle aussi que les chiens dangereux doivent faire l'objet d'une déclaration en Mairie.

#### **DELIBERATION 16/06/05: CONVENTION SPA**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur informe que pour des raisons pratiques et de sécurité, il y a eu lieu de signer une convention avec la SPA afin que cette dernière capture et recueille les animaux errant sur la voie publique.

Le montant forfaitaire de l'indemnité pour la réalisation des prestations proposées dans le cadre de la convention, est fixé à la somme de 0,35 € par an et par habitant pour l'année 2017.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Rapporteur,

. Autorise Mr le Maire à signer la convention de fourrière avec la SPA pour l'année 2017.  
La dépense sera mandatée à l'article 6288 du Budget 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **6. RECENSEMENT DE LA POPULATION 2017**

Mr Maisonnas rappelle que le Coordonnateur Communal a déjà été nommé en la personne de Mme BRIGNONE.  
Il ajoute qu'il y a lieu maintenant de recruter deux agents recenseurs.  
Il rappelle que c'est l'Etat qui rembourse à la commune, la rémunération des agents recenseurs.

### **DELIBERATION 16/06/06 : RECENSEMENT DE LA POPULATION : RECRUTEMENT D'AGENTS RECENSEURS**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle à l'assemblée la nécessité de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement 2017.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Où les explications de Monsieur le Rapporteur, après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

DECIDE le recrutement :

- de deux agents recenseurs pour la période du 19 janvier 2017 au 18 février 2017.

Les agents recenseurs seront payés moyennant la somme forfaitaire de 720,00 € brut chacun.

La dépense sera mandatée à l'article 6413 du budget 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. INDEMNITE DU PERCEPTEUR**

Mr Maisonnas rappelle le rôle qu'a joué le Percepteur notamment dans le cadre de la mise en place des amortissements.

Mr Guillard note que concernant le suivi des recouvrements de factures, la Trésorerie n'est pas à la hauteur.  
Néanmoins, il reconnaît une très bonne coopération du Percepteur.

Mr Maisonnas donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 16/06/07 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % pour l'année 2016.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Alain MOISSON.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2016 d'un montant de 419,90 € brut.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

Mme Duprat justifie l'abstention des trois membres du Conseil Municipal concernant l'indemnité car elle trouve que cela fait partie du travail du Percepteur, d'autant qu'un travail important est fait en Mairie.

Mr le Maire rappelle que l'objet est de gratifier le travail fait par le percepteur, notamment pour la technique comptable apportée.

Mr Jullian note que lorsque l'objectif est atteint, les primes tombent, cela dit, pour une petite commune comme la nôtre, il est difficile de trouver des sous.

## **8. TRAVAUX EN REGIE**

Mr Maisonnas commente les travaux effectués par le Service Technique en 2016.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2016.

A ce titre, il informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures (détail dans le tableau ci-dessous) ainsi que les charges de Personnel (Annexe 1) sur la section d'Investissement du Budget Primitif 2016.

### **DELIBERATION 16/06/08 : TRAVAUX EN REGIE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur rappelle à l'Assemblée que des travaux d'aménagement ou de réfection ont été réalisés au sein de la commune durant l'exercice 2016 par les agents des Services Techniques.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2016.

A ce titre, il informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures (détail dans le tableau ci-dessous) ainsi que les charges de Personnel (Annexe 1) sur la section d'Investissement du Budget Primitif 2016. Le montant des travaux en régie se décompose comme suit :



OBJET	Mandatée le	Mandat / Bord.	Coût Matériel	Nbre Agts	Durée	Coût de Pers. Cnal	TOTAL
<b>Op. 121</b> : Trav.Salle Polyv.(mise aux normes)				2	2 x 7h00	246.82	490.08
<i>WC pour handicapés + chasse d'eau</i>	21/11/2016	622/59	203.58				
<i>Barre d'appui</i>	21/11/2016	576/59	39.68				
<b>Op. 128</b> : Trav.Local Voirie(plafond)				2	2 x 21h00	721.35	1719.25
<i>Contreplaqué, laine de verre</i>	12/04/2016	219/21	945.90				
<i>Embases, tube</i>	12/04/2016	226/21	52.00				
<b>Op. 130</b> : Travaux voirie (dalle arrêt Colibri)				2	2 x 14h00	480.90	922.95
<i>Planche, vis</i>	12/04/2016	226/21	28.05				
<i>Location mini pelle</i>	22/03/2016	190/17	288.00				
<i>Location plaque vibrante</i>	07/03/2016	137/12	62.09				
<i>Béton</i>	13/05/2016	266/27	63.91				
							3132.28

Le Conseil municipal,  
Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à imputer le coût des travaux en section d'investissement du budget de l'exercice en cours pour un montant total de 3.132,28 €.

Les crédits nécessaires seront portés à la section d'investissement du budget de l'exercice en cours au moyen d'une Décision Modificative.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **9. FINANCES**

Mr Maisonnas détaille les Décisions Modificatives présentées en séance :

### **DM N° 3 – BUDGET PRINCIPAL : TRAVAUX EN REGIE 2016**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement section investissement		3 133.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sec<sup>e</sup> d'investis.</b>		<b>3 133.00 €</b>
D 2128 : Autres agenc. et aménag.		3 133.00 €
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>3 133.00 €</b>
R 021 : Virement de la section de fonct		3 133.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>		<b>3 133.00 €</b>
R 722 : Immobilisations corporelles		3 133.00 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>3 133.00 €</b>

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

**DM N° 4 – BUDGET PRINCIPAL : TRAVAUX DE VOIRIE**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 020 : Dépenses imprévues Invest	11 214.00 €	
<b>TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest</b>	<b>11 214.00 €</b>	
D 2128-130 : Travaux Voirie		11 214.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>11 214.00 €</b>

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

**DM N° 5 – BUDGET PRINCIPAL : FPIC**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 73925 : Fonds péréq. interco et commun.		4 759.00 €
<b>TOTAL D 014 : Atténuations de produits</b>		<b>4 759.00 €</b>
R 73111 : Taxes foncières et d'habitation		4 759.00 €
<b>TOTAL R 73 : Impôts et taxes</b>		<b>4 759.00 €</b>

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Concernant le FPIC, Mr le Maire informe que la CCMP est le deuxième contributeur de l'Ain après le Pays de Gex.

**DM N° 1 – BUDGET ASSAINISSEMENT : HONORAIRES ME LAGRANGE (ACQ. TERRAIN CHENEVARD / COMMUNE)**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 211 : Terrains		1 520.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>1 520.00 €</b>
D 2313 : Constructions	1 520.00 €	
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>1 520.00 €</b>	

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Mr Maisonnas précise que l'intégralité de la construction de la station et des frais liés, ont été pris en charge par le Projet Urbain Partenarial financé par le Promoteur/Aménageur du Clos des Platanes.

## **10. DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2017**

Mr Maisonnas rappelle que chaque année, il y a lieu de délibérer afin de disposer des crédits nécessaires en investissement (à hauteur de 25 % des crédits ouverts l'année précédente) permettant ainsi le mandatement des factures d'investissement en attendant le vote du budget.

Il donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 16/06/09 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgété - dépenses d'investissement 2016 : 353.169,24 € pour le budget principal  
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de : 88.292,00 € ( $< 25\% \times 353.169,24 \text{ €}$ ) pour le budget communal.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les opérations figurant au budget.

**Total : 88.292 € pour le Budget Principal**

Montant budgété - dépenses d'investissement 2016 : 79.582,44 € pour le budget Assainissement.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 19.895 € ( $< 25\% \times 79.582,44 \text{ €}$ ) pour le budget Assainissement.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les chapitres figurant au budget.

**Total : 19.895 € pour le Budget Assainissement**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de Mr le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 88.292,00 euros sur le Budget Principal et 19.895 euros sur le Budget Assainissement.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **11. DEPENSES D'ECLAIRAGE PUBLIC – CLOS DES PLATANES**

Mr Thuot informe qu'il est en contact avec European Homes (Promoteur du Clos des Platanes). L'association syndicale n'a jamais fait de demande pour avoir les plans nécessaires à la prise en charge des factures EP. Le plan en « XYZ » devrait nous parvenir fin décembre 2016.

Mr Thuot rappelle que depuis 2014, le Clos des Platanes n'a jamais fourni les plans demandés par le SIEA.

### **DELIBERATION 16/06/10: REMBOURSEMENT DES FACTURES EP AU CLOS DES PLATANES**

Rapporteurs : Philippe Maisonnas – Jean-Michel Thuot

Mr le Rapporteur rappelle à l'assemblée la délibération n° 14/06/10 du 21 août 2014 par laquelle le Conseil Municipal autorisait le raccordement des candélabres des Ilets et Clos des Platanes, au réseau d'éclairage public.

Les factures EDF ont été réglées depuis cette date par la SARL TERBOIS pour le compte de l'ASL du Clos des Platanes.

Il convient de rembourser à l'ASL du Clos des Platanes, les montants des factures EDF des 19/09/2014 ; 20/11/2014 ; 05/02/2015 ; 23/03/2015 ; 22/05/2015 ; 06/08/2015 ; 22/09/2015 ; 20/11/2015 ; 04/02/2016 ; 22/03/2016 ; 21/05/2016 et 23/07/2016 pour un montant global de 2.096,64 euros.

Le Conseil Municipal,

Où les explications de Monsieur le Rapporteur, après en avoir délibéré,  
DECIDE,

- de rembourser à l'ASL Clos des Platanes, la somme de 2.096,64 € correspondante aux factures d'Eclairage Public émises par EDF les 19/09/2014 ; 20/11/2014 ; 05/02/2015 ; 23/03/2015 ; 22/05/2015 ; 06/08/2015 ; 22/09/2015 ; 20/11/2015 ; 04/02/2016 ; 22/03/2016 ; 21/05/2016 et 23/07/2016.

La dépense sera mandatée à l'article 62878 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **12. QUESTIONS DIVERSES**

- 1- Mr le Maire informe l'Assemblée de l'audit réalisé par la Chambre Régionale des Comptes sur les exercices 2009 à 2014 du SIEA. Il est demandé au Maire, par application de la Loi n° 2015-991 du 07 août 2015, de faire connaître au Conseil Municipal, de donner lecture dudit rapport d'audit et que ce dernier doit faire l'objet d'un débat sur ces conclusions.

Monsieur le Maire précise que le rapport complet de la Chambre Régionale des Comptes est tenu à disposition des membres de l'assemblée.

Par la suite Mr. Thuot donne lecture de la synthèse du rapport et des huit recommandations qui lui sont attachées.

Le débat est ouvert à la suite.

Mr Thuot précise que le SIEA a fait une opération de couverture numérique du département comme nulle part ailleurs.

Le SIEA pensait que le marché allait se dérouler normalement mais en particulier Orange n'a pas joué le jeu par rapport aux accords conclus.

De son côté le SIEA n'a pas pris les réserves juridiques nécessaires, notamment en matière de pénalités, Orange impose des délais de réalisation soumis à pénalités et une fois les travaux effectués par le SIEA, Orange ne vient pas développer le service et ne subit pas de pénalité !

Mr le Maire souligne qu'en 2011, Thil a bénéficié de la couverture en fibre optique par le SIEA.

Thil été très rapidement la commune la plus « fibrée » de la région.

En restant humble et modeste par rapport au SIEA, il est noté que les options stratégiques du SIEA se sont retournées contre le SIEA. Si le SIEA n'avait pas engagé ce programme, la commune de Thil ne serait pas une commune les plus « fibrées » de la région.

Si des erreurs de gestions ont été faites, elles ont été relevées par la CRC et cela a été un travail nécessaire et salutaire dont le SIEA ne pourra que tirer les enseignements dans son organisation future.

La fibre optique est un élément différentiel important de la compétitivité des territoires. Il relève que l'équipement de la future Zone d'Activité des Malettes va bénéficier de la proximité de la Fibre Optique à THIL.

A la suite, Monsieur le Maire informera la Chambre Régionale des Comptes de la tenue du débat en Conseil Municipal.

- 2- Mr le Maire a remis la synthèse de la présentation de la commune lors du Séminaire tenu à THIL le 25 novembre dernier de la concertation au projet.

Il a pris connaissance du compte-rendu rédigé par la presse et fait une mise au point au sujet des dires formulés par le Président de l'Association UThil :

1. Mr le Maire rappelle que les ateliers autour de la densification douce sont notre réponse (de l'équipe majoritaire) à la disparition du COS et de ses conséquences sur les divisions parcellaires qui s'en suivent. Ce n'est pas le PLU qui autorise la densification qu'elle soit douce ou sauvage mais la loi ALUR.
2. La préoccupation face à la densification subie nous a conduit à postuler auprès du CAUE et de la DDT. Si cette volonté de maîtriser ce processus n'avait pas été reconnue, aurions-nous été lauréat ? Certainement pas.
3. Mr le Maire rappelle de ce point de vue que la concertation a été inscrite "en dur" comme processus de l'évolution urbanistique du village et invite à relire les OAP du PLU à ce titre ;
4. Au stade actuel de la concertation, une révision du PLU est nullement établie contrairement à ce qui est affirmé. Lorsque le périmètre, déterminé par le CAUE et la DDT, est encadré par ceux délimités par les Orientations d'aménagement et de projet,
5. Mr le Maire déplore que l'ancien président d'Uthil et Christian Julian invités au séminaire, n'aient pas daigné honorer leurs engagements après s'être inscrits sans même s'être excusés de leur absence.

Mr le Maire précise que les documents seront mis sur le site de la commune demain avec la synthèse préparée par le CAUE. Les comptes rendus des trois ateliers sont déjà sur le site, plus d'une cinquantaine de personnes était présente vendredi dernier.

Le développement ultérieur du village prendra appui sur les acquis issus de cette expérimentation.

L'année 2017 va être importante car l'expérimentation va passer du processus de concertation au projet lui-même, puis déboucher sur un livre blanc.

Séminaire de THIL

## De la concertation au projet

25 novembre 2016

Bruno LOUSTALET  
Maire de THIL (01120)  
Vice-Président de la Communauté de  
Communes de l'Arrière et du Plateau  
(01200)



CAUE de l'AIN  
PRODIGES & RECHERCHES ARCHITECTURALES



**LA DENSIFICATION  
DOUCE MAÎTRISÉE**

*Contribution de la commune de THIL*

## Thil, ses territoires institutionnels, ... marqués par l'influence métropolitaine



Bruno LOUSTALET - Séminaire La Densification Douce Maîtrisée - THIL 25 Novembre 2016

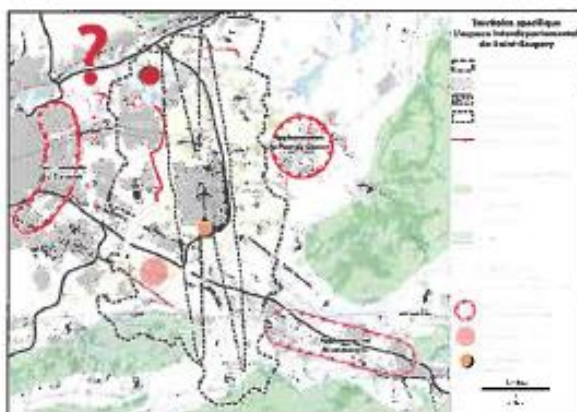
## Thil, commune de la Côtière de l'Ain...

*Territoire périurbain  
ou « hinterland »  
métropolitain ?*



Bruno LOUSTALOT - Séminaire La Désintégration Douce Antilles, THIL 25 Novembre 2014

## A la périphérie de THIL, l'espace interdépartemental de la Plaine de St. Exupéry...



*Des aménagements  
structurants ou des  
externalités négatives ?*

Bruno LOUSTALOT - Séminaire La Désintégration Douce Antilles, THIL 25 Novembre 2014



## Thil, les contraintes du développement urbain ...



Brigitte COMTE-LETT - Séminaire La Densification Douce Multiscalaire TIR, 25 novembre 2016

## Thil, Village d'avenir, ... ses « territoires de projets »

### Inondations / Requalification environnementale

- Associer la restauration hydrologique du « Rhône Amont » avec la protection rapprochée (endiguement)
- Requalification environnementale
- Développer l'« inventaire des Milieux étiuvins » pour construire une mémoire commune

### Densification douce / Mixité urbaine

- Expérimenter pour partager un projet de mixité du logement
- Relier des opérations urbaines publiques et privées
- Aménager des cheminements et des espaces publics partagés

### Mobilité / Plan Global de Déplacements

- Nouvelles de transport en commun intercommunales (Réseau Collibri) pour relier le territoire intercommunal
- Promouvoir l'intermodalité (TER & TCL)
- Parkings relais et plateforme de co-voiturage
- « Modes doux »

Interterritorialité



Commune



Intercommunalité

Brigitte COMTE-LETT - Séminaire La Densification Douce Multiscalaire TIR, 25 novembre 2016



## De l'urbanisme des possibles à l'urbanisme des projets ...

### Article 103-2 du Code de l'urbanisme

Fait l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

- 1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
- 2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;
- 3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction art. 1.122-1 du code de l'environnement ;
- 4° Les projets de renouvellement urbain

### L'outillage réglementaire des possibles

Vision « macro » = PLU



**Expérimenter pour  
co-construire un espace  
où l'intérêt général  
l'emporte sur les intérêts  
particuliers**



### Article L.300-2 du Code de l'urbanisme (Art. 170 de la Loi ALUR)

Les projets de travaux ou d'aménagement soumis à permis de construire ou à permis d'aménager, autres que ceux mentionnés au 1° de l'article L. 103-2, ... peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2.

Celle-ci est réalisée préalablement au dépôt de la demande de permis ...

### Le cadrage contextuel des projets

Vision « micro » = OAP

Bruno GUSTALET - Séminaire La Démocratie Douce Maîtrisée - THIL 25 Novembre 2019



CHERCHÉ - Préfecture de l'Ain, SCOT du Co-Rhône, DDTA29, Mairie de THIL CEHP

**THIL**  
village  
d'avenir

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 30 novembre 2016 à 22 h 04  
Stopper l'enregistrement»*